

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 447 du 05.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Le CV officiel de Netanyahu.

1 Dossier

1-1 Thierry Meyssan: "Sarkozy satisfait trois forces: les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild".

1-2 Youssef Girard : L'Occident impérialiste et le projet sioniste.

1-3 Amira Hass : C'est écrit sur le mur.

1-4 Noam Hayot : L'exception, c'est celui qui n'est pas prêt à tuer des civils.

1-5 Crimes de guerre confirmés à Gaza.

1-6 Iqbal Tamimi : Les femmes palestiniennes sont le cauchemar démographique d'Israël.

1-7 Christian Merville : Le soleil de Josué.

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Les yeux grand ouverts de Gaza.

2-2 Israël a utilisé des boucliers humains à Gaza.

2-3 Um al-Fahem résiste, Um al-Fahem restera palestinienne.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 Bill et Kathleen Christison : Obama et l'Empire.

3-2 Jonathan Cook : Des Palestiniens bénéficient d'une dégradation des relations turco-israéliennes.

Tiré a part

Le CV officiel de Netanyahu.

Né à Tel-Aviv en 1949, il grandit à Jérusalem et passe son adolescence aux Etats-Unis où son père, historien reconnu, enseigne l'histoire juive.

De retour en Israël en 1967 pour remplir ses obligations militaires, il est engagé volontaire dans les commandos d'élite de Tsahal et participe à plusieurs opérations audacieuses, dont la libération d'otages kidnappés à l'aéroport Ben-Gourion sur un appareil de la Sabena durant laquelle il est blessé.

Libéré de Tsahal après 6 années de service au rang de capitaine, il part étudier au M.I.T. de Boston et obtient une double licence d'architecture et de Management. Il étudie parallèlement les Sciences politiques au M.I.T. et à Harvard. En 1976, il est recruté par le Boston Consulting Group, société de conseil international, puis rejoint Jérusalem pour diriger les Industries Rim.

Très affecté par le décès de son frère aîné, Yoni – tombé à Entebbe alors qu'il dirigeait l'unité de commando de Tsahal opérant pour le sauvetage des passagers d'Air France retenus en otage en Ouganda – Benjamin Netanyahu entreprend et organise des conférences internationales sur le combat contre le terrorisme international en 1979 à Jérusalem et en 1984 à Washington. Ces forums ont attiré des figures politiques et des décisionnaires de haut rang au sein de la communauté internationale.

En 1982, Netanyahu rejoint la mission diplomatique aux Etats-Unis qu'il dirige pendant 2 ans durant le mandat de l'Ambassadeur Moshe Arens. Il est membre de la première délégation des pourparlers sur la coopération stratégique entre Israël et les Etats-Unis. En 1984, Netanyahu est nommé Ambassadeur d'Israël auprès des Nations-Unies durant 4 ans. Excellent orateur, débateur éloquent et diplomate conscient du rôle des médias, il joue un rôle clé dans l'amélioration de l'image d'Israël et de la compréhension des besoins sécuritaires parmi les « agitateurs-moteurs » de la vie publique américaine.

Peu de temps après son retour en Israël en 1988, Benjamin Netanyahu entre dans l'arène politique et est élu Député du Likoud puis vice-ministre des Affaires étrangères. Il sert pendant 4 années marquées par l'Intifada, la Guerre du Golfe, et la Conférence de paix de Madrid qui a permis l'ouverture des négociations directes entre Israël et ses voisins.

En 1993, Netanyahu est élu à la tête du parti Likoud qui le mandate au poste de Premier Ministre. Il prend la tête de l'opposition politique avant l'assassinat du Premier Ministre Itshak Rabin, période caractérisée par des débats publics versatiles sur des sujets fondamentaux, illustrés par la controverse sur les ramifications entre les accords d'Oslo et la hausse du terrorisme palestinien.

En 1996, la première élection directe du Premier Ministre israélien lui permet de battre Shimon Peres, candidat au titre pour le Parti Travailleur : il devient le 9ème Premier Ministre de l'Etat d'Israël jusqu'en 1999. A l'issue de son mandat, il conseille plusieurs entreprises de haute technologie et est sollicité en qualité de conférencier itinérant. En 2002, il revient à la politique d'abord ministre des Finances (jusqu'en août 2005). Il dirige l'opposition au Parlement israélien – Knesset – tout au long du 17ème gouvernement.

En février 2009, Benjamin Netanyahu est chargé de former le 32ème gouvernement au vu des résultats de l'élection à la 18ème Knesset.

Auteur de nombreux ouvrages en hébreu ou en anglais (certains traduits en français, russe, arabe ou japonais) on trouve : « Lettres de Yoni », en collaboration avec son frère 'Ido,(1978) ; « Le terrorisme : défi et réponse », (1980) ; « Le terrorisme, comment l'Occident pourra en être victorieux » (1986) ; « Une place sous le soleil » (1995) ; « La guerre contre le terrorisme » (1996).

Benjamin Netanyahu a une fille de son premier mariage (No'a) et deux fils de son mariage avec Sara (Ya'ir et Avner), qui exerce la profession de psychologue.—

IsraelValley Desk

Rubrique: Actualité

Publié le 4 avril 2009 à 09:05

<http://www.israelvalley.com/news/2009/04/04/22294>

1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Thierry Meyssan: "Sarkozy satisfait trois forces: les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild".

Interview par E&R

Extraits

Réfugié au Liban, Thierry Meyssan a accordé une longue interview dans laquelle il livre son analyse décoiffante de la situation internationale.

Une analyse qui rejoint souvent celle d'Egalité et Réconciliation.

Thierry Meyssan, on ne vous voit plus en France, que devenez-vous ?

Je vis actuellement au Liban.

Après l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir, j'ai été directement menacé par de hauts fonctionnaires français. Des amis au ministère de la Défense, m'ont informé que les États-Unis me considèrent comme un danger pour leur sécurité nationale.

Dans le cadre de l'OTAN, ils ont demandé aux services alliés de me neutraliser et certains Français semblaient vouloir faire du zèle. J'ai donc pris la décision non seulement de quitter la France, mais la zone OTAN. Après avoir erré de Caracas à Damas en passant par Moscou, je me suis fixé à Beyrouth où je me suis placé au service de la Résistance.

Sur quoi travaillez-vous en ce moment ?

Je travaille actuellement à un livre d'analyse sur l'administration Obama, ses origines, sa composition, ses projets etc. Une première édition, limitée à quelques exemplaires, sera adressée à des quelques leaders le mois prochain.

Puis une édition grand public sera publiée dans diverses langues à l'automne. Je vis exclusivement de ma plume et je collabore à des journaux ou magazines dans le domaine de la politique internationale, au Proche-Orient et en Russie.

Quelle analyse faite vous de l'évolution de la politique américaine ?

Aujourd'hui se dégage un relatif consensus sur le constat d'échec de la politique Bush, le surdéploiement militaire, les conséquences néfastes de l'unilatéralisme sur les relations avec les alliés et la perte de leadership. A partir de 2006, James Baker et Lee Hamilton, qui présidaient une commission créée par le Congrès pour évaluer la stratégie en Irak, ont milité en faveur d'un retour à une position plus sage. Ils ont préconisé un retrait d'Irak et un prudent rapprochement avec les pays riverains (Syrie, Iran) indispensable pour éviter que le départ des GI's ne tourne à la débâcle, comme au Vietnam. Ils ont fait tomber la tête de Donald Rumsfeld, et ont imposé un membre de leur commission, Robert Gates, pour lui succéder. Mais s'ils ont gelé la politique de « remodelage du Grand Moyen-Orient », ils ne sont pas parvenus à y faire renoncer George Bush et Dick Cheney; raison pour laquelle il a fallu organiser une rupture avec Barack Obama.

En réalité Obama avait été lancé dans la course au Sénat fédéral et à la présidence dès 2004. Il a fait son entrée en scène lors de la convention démocrate pour l'investiture de John Kerry. Il n'était alors qu'un obscur parlementaire de l'Assemblée de l'Illinois, mais il était déjà encadré et entraîné par Abner Mikva et ses hommes (Jews for Obama) et soutenu par la finance anglo-saxonne (Goldman Sachs, JP Morgan, Excelon...). Les multinationales inquiètes de perdre des parts de marché au fur et à mesure de la montée de l'anti-impérialisme (Business for Diplomatic Action), les partisans de la Commission Baker-Hamilton, les généraux en révolte contre les aventures erratiques des néo-conservateurs, et d'autres encore, se sont progressivement ralliés à lui.

Les Français croient souvent que le président des États-Unis est élu au second degré par de grands électeurs. C'est faux. Il est élu par un collège dont les membres sont désignés par des notables.

En 2000, la Cour suprême a rappelé que le vote des citoyens n'était que consultatif et que le gouverneur de Floride pouvait nommer les délégués de son État au collège électoral présidentiel sans même attendre le dépouillement du scrutin général.

Dans ce système oligarchique, il y a un parti unique avec deux courants : les républicains et les démocrates. Juridiquement, ils ne forment pas des entités distinctes.

Ainsi, ce sont les États qui organisent les primaires, pas les pseudos-partis. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que Joe Biden et Barack Obama soient l'un et l'autre de vieux amis de John McCain. Ainsi, McCain préside l'Institut Républicain International, un organe du département d'État chargé de corrompre les partis de droite dans le monde; tandis qu'Obama travaille au sein de l'Institut Démocrate National, présidé par Madeleine Albright et chargé de la corruption des partis de gauche. Ensemble, Obama, McCain et Albright ont participé à la déstabilisation du Kenya, lors d'une opération de la CIA pour imposer un cousin d'Obama comme Premier ministre.

Tout ceci pour dire qu'Obama n'est pas sorti de nulle part. C'est un spécialiste de l'action secrète et de la subversion. Il a été recruté pour faire un travail bien précis. Si les objectifs de la coalition hétéroclite qui le soutient sont globalement les mêmes, il n'existe pas de consensus dans le détail entre ses composantes. Ceci explique l'incroyable bataille à laquelle ont donné lieu les nominations et l'aspect toujours équivoque des discours d'Obama.

Quatre pôles se livrent bataille :

Le pôle Défense, autour de Brent Scowcroft, des généraux opposés à Rumsfeld et bien sûr de Robert Gates, aujourd'hui le véritable maître à Washington.

Ils préconisent la fin de la privatisation des armées, une sortie « honorable » d'Irak mais la poursuite de l'effort états-unien en Afghanistan pour ne pas donner l'impression d'une débandade, et enfin un accord avec les Iraniens et les Syriens. Pour eux, la Russie et la Chine restent des rivaux qu'il faut isoler et paralyser. Ils abordent la crise financière comme une guerre au cours de laquelle ils vont perdre des programmes d'armement et diminuer le format des armées, mais doivent maintenir une supériorité relative. Peu importe qu'ils perdent en puissance, s'ils restent les plus forts.

Les départements du Trésor et du Commerce, autour de Tim Geithner et Paul Volcker, les protégés des Rockefeller. Ils sont issus de la Pilgrim's Society et s'appuient sur le Groupe des Trente, le Peterson Institute et la Commission trilatérale. Ils sont soutenus par la reine Elizabeth II et veulent sauver à la fois Wall Street et la City. Pour eux la crise est un coup dur puisque les revenus de l'oligarchie financière sont en chute libre, mais c'est surtout une occasion rêvée de concentrer le capital et de piétiner les résistances à la globalisation. Ils sont obligés temporairement de réduire leur train de vie pour ne pas susciter de révolutions sociales, mais ils peuvent simultanément s'enrichir en rachetant des fleurons industriels pour une bouchée de pain. Sur le long terme, ils ont le projet d'instaurer —non pas un impôt mondial sur le droit de respirer, ce serait grossier—, mais une taxe globale sur le CO2 et une Bourse des droits d'émission —ce qui revient à peu près au même en paraissant écolo—. Contrairement au Pentagone, ils militent pour une alliance avec la Chine, du fait notamment qu'elle détient 40 % des bons du Trésor US, mais aussi pour empêcher l'émergence d'un bloc économique extrême-asiatique centré sur la Chine et drainant les matières premières africaines.

Le pôle du département d'État autour d'Hillary Clinton, une chrétienne fondamentaliste, membre d'une secte très secrète, la Fellowship Foundation (dite « La » Famille). C'est le refuge des sionistes, l'ultime réserve des néo-

conservateurs en voie de disparition. Ils préconisent un soutien inconditionnel à Israël, avec une pointe de réalisme car ils savent que l'environnement a changé. Il ne sera plus possible de bombarder le Liban comme en 2006, car le Hezbollah dispose maintenant d'armes anti-aériennes performantes. Il ne sera plus possible de pénétrer dans Gaza comme en 2008 car le Hamas a acquis des missiles anti-char Kornet. Et si les États-Unis ont du mal à payer les factures de Tel-Aviv, il est peu probable que les Saoudiens pourront y suppléer sur le long terme. Il faut donc gagner du temps, au besoin par quelques concessions, et trouver une utilité stratégique à Israël.

> La principale mission de Madame Clinton, c'est d'améliorer l'image des États-Unis, non plus en faisant des relations publiques (c'est-à-dire en justifiant la politique de Washington), mais par la publicité (c'est-à-dire en vantant les qualités réelles ou imaginaires du modèle US).

Dans ce contexte, les sionistes devraient pousser le projet Korbelt-Albright-Rice de transformation de l'ONU en un vaste forum impotent et de création d'une organisation concurrente, la Communauté des démocraties, appuyée sur son bras armé, l'OTAN.

Pour l'heure, ils sont occupés à saboter la conférence de Durban II qui, au lieu de célébrer la « seule démocratie du Proche-Orient », dénonce le régime d'apartheid au pouvoir à Tel-Aviv.

> Avec le secrétaire d'État adjoint, James Steinberg, ils envisagent la crise financière comme un Blitzkrieg. Il va y avoir beaucoup de casse, mais c'est le moment de détruire des rivaux et de s'emparer par surprise de leviers de commande. Leur problème n'est pas d'accumuler des richesses par des achats et des fusions, mais d'imposer leurs hommes partout dans le monde aux ministères des Finances et à la tête des institutions bancaires.

Enfin le Conseil National de Sécurité sur s'exerce l'influence de Zbigniew Brzezinski, qui fut le professeur d'Obama à Columbia. Celui-ci devrait abandonner son rôle traditionnel de coordination pour devenir un véritable centre de commandement. Il est dirigé par le général Jones, qui a été suprême commandeur de l'OTAN et a porté l'Africa Command sur les fonds baptismaux. Pour eux, la crise financière est une crise de la stratégie impériale. C'est l'endettement faramineux souscrit pour financer la guerre en Irak qui a précipité l'effondrement économique des États-Unis. Contrairement à 1929, la guerre ne sera pas la solution, c'est le problème. Il faut donc mener trois desseins simultanés : forcer les capitaux à rentrer aux États-Unis en cassant les paradis fiscaux concurrents et en déstabilisant les économies des pays développés (comme cela a été testé en Grèce); maintenir l'illusion de la puissance militaire US en poursuivant l'occupation de l'Afghanistan; et étouffer les alliances naissantes Syrie-Iran-Russie, et surtout Russie-Chine (Organisation de coopération de Shanghai). Le Conseil va privilégier toutes les formes d'action clandestine pour donner au Pentagone le temps nécessaire à sa réorganisation.

Obama essaie de satisfaire tout le monde d'où la confusion ambiante.

Comment voyez-vous évoluer la situation au Proche-Orient, au regard de cette nouvelle administration ?

Il y a consensus sur un point : Washington doit faire baisser la tension dans cette région, sans pour autant abandonner Israël.

Deux options sont sur la table, mais quelle que soit celle qui sera mise en œuvre, elle requiert d'être signée par les courants les plus radicaux.

C'est pourquoi Washington a encouragé un gouvernement Netanyahu-Lieberman en Israël et laissera le Hamas et le Hezbollah gagner les prochaines élections dans les Territoires palestiniens et au Liban.

Le premier scénario, imaginé par Zbigniew Brzezinski prévoit simultanément la reconnaissance d'un État palestinien et la naturalisation des réfugiés palestiniens dans les pays où ils se trouvent. Le tout arrosé d'argent pour indemniser les États absorbant les réfugiés et pour développer Gaza et la Cisjordanie. En outre, le maintien de cette paix serait assuré par une force d'interposition de l'OTAN, sous mandat de l'ONU. Ce plan a le soutien de Nicolas Sarkozy.

La seconde approche est plus rude pour les deux protagonistes. Elle préconise de contraindre les Israéliens à abandonner leurs revendications les plus extravagantes ; tandis qu'elle obligerait les Palestiniens à considérer que la Jordanie est leur patrie naturelle. Ce serait une paix plus économique pour Washington et viable sur le long terme, même si elle serait dure à accepter par les uns et par les autres, et qu'elle impliquerait au passage la fin de la monarchie hachémite. Cette formule est notamment poussée par l'ambassadeur Charles Freeman que le lobby sioniste vient de contraindre à démissionner de la présidence du Conseil National du Renseignement, mais qui dispose de solides appuis dans l'appareil d'État.

Selon vous, quelle formule d'imposera ?

Aucune parce que la crise économique sera d'une telle ampleur qu'elle conduira à mon sens à une dislocation des États-Unis et la fin de l'État d'Israël.

Washington va devoir revoir une nouvelle fois ses ambitions à la baisse. Elle va probablement se replier sur le maintien du statu quo. Son action se limitera à empêcher de nouveaux acteurs de prendre sa place.

Que préconisez-vous à titre personnel ?

Les cinq millions de juifs, les neuf millions de Palestiniens, et les autres populations de Palestine, doivent se retrouver au sein d'un État unique sur le principe « un homme, une voix ». C'est du reste à mon sens la seule solution qui évite à terme l'expulsion des juifs. Il faut se souvenir de l'Apartheid en Afrique du Sud, dont certains annonçaient que sa remise en cause provoquerait l'expulsion ou l'extermination des blancs. On connaît la suite. La mort d'Arafat n'est pas un obstacle car il existe d'autres Mandela en Palestine. Le vrai problème est de trouver un De Clerk coté Israélien. Le Hamas soutiendrait sans aucun doute une telle solution, car elle aurait l'assentiment du peuple.

> Plus on repousse les échéances, plus on rend une solution pacifique difficile. La CIA étudie d'ailleurs le scénario catastrophe avec un soulèvement sanglant qui chasserait 2 millions de juifs vers les États-Unis.

Quid selon vous de la Syrie et l'Iran ? Pensez-vous la guerre possible ?

.... Enfin, les États-Unis ont le sentiment de l'urgence. Leur économie s'effondre et ils n'auront peut-être plus longtemps la possibilité de défendre Israël au prix fort. D'autant que Tsahal n'est plus ce qu'elle était. L'armée israélienne n'est plus invincible. Elle a accumulé les échecs au Liban, à Gaza et aussi, ne l'oublions pas, en Géorgie.

La France enfin, ou plus exactement la France de Sarkozy...

La France est une vieille nation que l'on ne peut manœuvrer en tous sens. Elle a un passé glorieux et s'identifie à un idéal. Souvent elle s'en écarte, mais toujours elle y revient. Elle traverse aujourd'hui une mauvaise période car elle est gouvernée par le « parti de l'étranger ».

Ses dirigeants font le mauvais choix, dans la plus mauvaise période. Ils ont décidé de placer les armées sous le commandement de l'OTAN, concrètement sous celui du général Banz Craddock, le criminel qui créa le centre de torture de Guantanamo. Et cette trahison, ils l'ont décidée au moment où les États-Unis s'enfoncent dans la crise. Ils placent la France à la remorque d'un bateau qui sombre au risque de l'entraîner dans son naufrage.

Leur servilité ne les pousse pas uniquement à vassaliser les armées, mais aussi à transformer en profondeur la société française pour la cloner sur le « modèle » américain. C'est vrai dans le domaine économique, avec la remise en cause des services publics, mais également dans les domaines de la justice ou de l'éducation, de la discrimination positive et j'en passe.

Sarkozy n'est ni de droite ni de gauche, il imite les yankees.

Comme je l'ai expliqué de manière détaillée dans un dossier du magazine russe Profile, il satisfait trois forces : les Anglo-Saxons, la mafia et la banque Rothschild. Ces gens sont conscients depuis plusieurs années de l'essoufflement des États-Unis et pensent garantir le pouvoir de l'oligarchie financière globale en rééquilibrant l'Empire : il aurait deux piliers, un états-unien et un européen, tandis que le Royaume-Uni en serait la charnière. C'est ce projet que sert Nicolas Sarkozy depuis son élection. C'est lui qui l'a conduit à casser le couple franco-allemand et à se rapprocher des Anglais, puis qui l'a conduit à proposer diverses réorganisations de l'Union européenne, notamment la création d'un gouvernement économique. Ceci aura pour conséquence de nous rendre beaucoup plus vulnérables aux convulsions US.

Pourtant, la France est toujours attendue, et pas seulement dans le monde francophone. Nous sommes ce pays hors norme qui a proclamé la souveraineté populaire. On sous-estime totalement en France le degré de ridicule de Nicolas Sarkozy et de sa clique aux yeux du reste du monde. Sarkozy apparaît comme un agité vantard, un instable bourré de tics, jouant la mouche du coche dans tous les conflits internationaux possibles, et servant à ses frais de poisson-pilote aux changements d'humeur de Washington.

Reconstruire une alternative prendra hélas du temps, mais ce n'est pas une raison pour y renoncer.

04/04/09

*<http://www.egaliteetreconciliation.fr/>

1-2 Youssef Girard : L'Occident impérialiste et le projet sioniste..

« Qui quètera la puissance par l'injustice et l'erreur, Allah lui donnera en héritage l'ignominie, en toute équité et justice ».

L'Imam Ali

En marge du mouvement de solidarité avec la Palestine, un discours sur les origines des soutiens occidentaux à l'Entité sioniste se développe.

Celui-ci voudrait que les nations occidentales en général, et la France en particulier, fassent cause commune avec l'Entité sioniste en raison de leur soumission totale à des « groupes d'intérêts » minoritaires qui contrôleraient ces nations grâce à leur main mise sur les médias, le champ politique ou le monde des affaires. Ainsi, les peuples occidentaux seraient avant tout victimes de ces « groupes » qui contrôleraient leurs pays. Ce discours vise essentiellement à dédouaner l'Occident impérialiste, et singulièrement la France, de sa politique de soutien total à l'Entité sioniste en niant, ou en passant sous silence, les intérêts objectifs qu'a l'Occident à supporter l'Entité.

Pour avoir une juste compréhension des contradictions à l'œuvre au Machrek, nous devons répudier ces discours visant à masquer les faits objectifs. L'Occident impérialiste soutient l'Entité sioniste avant tout parce que celle-ci défend ses intérêts et parce que l'Entité est une partie intégrante de l'Occident.

Le fondateur du Front Populaire de Libération de la Palestine [FPLP], **Georges Habache**, expliquait : « Une analyse de la situation qui considérerait les USA comme uniquement prisonniers des groupes de pression sionistes serait fautive, superficielle et dangereuse. Elle reviendrait, en effet, à blanchir l'impérialisme mondial, à ignorer son rôle et ses intérêts réels dans la région. Séparer la lutte contre Israël et le sionisme de la lutte anti-impérialiste serait tombé dans une erreur fatale » [1].

Si chercher à laver l'impérialisme occidental, et singulièrement français, de ses crimes est un enjeu capital pour les « patriotes » français et autres défenseurs de l'impérialisme gaulois, cela n'a strictement aucun intérêt pour nous.

Pourquoi défendrions-nous ce groupe de nations qui durant cinq siècles ont asservi l'ensemble de la planète ? A quel titre nous ferions-nous les avocats d'un Occident qui a exterminé les Amérindiens, réduit en esclavage des millions d'Africains et asservi les peuples des Trois continents ?

Pour quel motif devrions-nous disculper une civilisation ayant imposé son hégémonie en créant le système capitaliste dont la naissance fut, selon les mots de Marx, « célébrée par une sorte de massacre des innocents » des Trois continents ?

Au nom de quoi devrions-nous nous transformer en protecteur idéologique défendant l'honneur de la France ?

Contre ceux qui veulent disculper l'impérialisme occidental de ses responsabilités, Gamal Abdel-Nasser affirmait qu'« Israël n'est que le dernier-né de l'impérialisme » [2]. De même, Georges Habache rappelait : « N'oublions pas, en effet, que si Israël a pu s'imposer en Palestine et continue d'exister, de s'étendre, c'est aux conditions objectives et aux possibilités pratiques qui lui ont été fournies par l'impérialisme mondial qu'il le doit » [3].

A la fin du XIXème siècle, alors que les sionistes commençaient à mettre en œuvre leur projet de colonisation de la Palestine, l'idée d'une immigration juive massive fut très favorablement accueillie en Grande-Bretagne. Nourrie par la lecture de la Bible, les élites politiques de la première puissance mondiale de l'époque estimaient que l'accomplissement des prophéties ne pourrait se réaliser qu'après le retour des Juifs sur la terre de Palestine et leur conversion au christianisme. Ainsi, des responsables britanniques qui y voyaient aussi un moyen d'étendre l'influence de leur pays, préconisèrent la colonisation massive de la Palestine.

Durant la guerre de 1914-1918, alors que l'Empire Ottoman se battait au côté de l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France mirent en place les derniers plans d'achèvement de l'« homme malade de l'Europe ». Dans ce cadre, le 2 février 1917, le gouvernement britannique s'engagea à favoriser la création d'un « foyer national pour le peuple juif » en Palestine.

Le 14 février 1918, le gouvernement français adressa une lettre officielle à Nahum Sokolow, cadre du mouvement sioniste, dans laquelle il affirmait que « l'entente est complète entre les gouvernements français et britanniques en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine » [4].

Après le démantèlement de l'Empire Ottoman et l'imposition des mandats français sur le Syrie et le Liban et britanniques sur l'Irak, la Jordanie et la Palestine, les puissances impérialistes victorieuses purent mettre en place leur projet colonial de création d'un « foyer national » juif en Palestine.

Dès octobre 1920, les autorités britanniques favorisèrent la création d'un conseil national chargé de la gestion interne de la communauté juive de Palestine. En 1929, l'Agence juive qui était chargée d'organiser le développement de la colonisation sioniste, fut créée. Dans le même temps, les organisations sionistes cherchaient à accaparer le maximum de propriétés agricoles arabes.

En Allemagne, les nazis, voulant vider le pays de sa population israélite, favorisèrent l'émigration juive en direction de la Palestine en accord avec l'Organisation sioniste qui était la seule institution juive à être autorisée sur le territoire germanique [5]. Ainsi, à la faveur du mandat britannique la population juive en Palestine passa d'environ 83 000 individus en 1922 à 528 000 en 1944.

Après la guerre de 1939-1945, alors que les pays du Machrek sous mandats français et britanniques recouvraient leur indépendance, les deux nouvelles puissances occidentales hégémoniques, les Etats-Unis et l'URSS, s'affirmèrent favorable au « partage » de la Palestine qui marquait une étape majeure dans la réalisation du projet de colonisation sioniste.

Le plan de partage fut finalement voté le 29 novembre 1947 sans que le peuple palestinien ne soit concerté. En plein déclenchement de la guerre froide, les impérialistes occidentaux surent s'entendre pour dépouiller le peuple palestinien et imposer leur hégémonie sur les peuples arabes et musulmans.

Après la création de l'Entité sioniste, la France s'appliqua à soutenir activement le nouvel Etat qui avait pour ennemi commun les mouvements nationalistes arabes luttant pour la libération de leurs pays. De la lutte contre la révolution algérienne à la fourniture de l'arme nucléaire en passant par l'attaque de l'Egypte nassérienne en 1956, la France était alors le premier soutien de l'Entité sioniste.

Puissance impérialiste déclinante souhaitant préserver son influence dans le monde arabe, la France s'allia avec l'Entité sioniste afin de préserver ses intérêts. A ce moment là, les Etats-Unis ne jouaient pas un rôle majeur de soutien à l'Entité usurpatrice.

Il fallut attendre l'arrivée au pouvoir de John Fitzgerald Kennedy pour que les Etats-Unis prennent unilatéralement parti pour l'Entité sioniste à qui ils distribuèrent argent et armes afin de lui confier la défense de leurs intérêts dans la région. En mai 1964, Lyndon Johnson reçut le président du Conseil de l'Etat sioniste et affirma que les Etats-Unis défendraient l'Entité. Cela marquait la volonté des Etats-Unis de combattre tous les mouvements de libération arabe, et en premier lieu l'Egypte de Gamal Abdel-Nasser, afin de préserver sa main mise sur le pétrole arabo-musulman.

Les mouvements de libération arabes socialisants qui voulaient nationaliser les matières premières et développer des programmes sociaux, menaçaient directement les intérêts étatsuniens au Machrek et dans l'ensemble du monde arabo-musulman. De fait, l'Entité sioniste devenait un allier majeur pour que Washington préserve ses intérêts dans la région.

Expliquant cette alliance entre l'impérialisme occidental et le sionisme, Georges Habache affirmait : « Ainsi, apparaît-il que les liens qui unissent les USA, comme base de l'impérialisme mondial, avec Israël, reposent — fondamentalement — sur une conjonction : celle de l'intérêt qu'ont les deux parties à s'opposer au mouvement de libération nationale palestinien et arabe.

Les sionistes veulent non seulement subsister sous leur forme agressive actuelle, mais encore, satisfaire le reste de leurs appétits expansionnistes. Les impérialistes aident Israël par tous les moyens possibles ; ce dernier, en contrepartie, s'emploie à frapper le mouvement de libération palestinien et arabe qui menace les intérêts impérialistes et israéliens dans la région » [6].

C'est dans le cadre de la défense des intérêts impérialistes français, et non parce que la France serait dominée par des « groupes de pression » et autres « lobbys », que la politique pro-sioniste de Nicolas Sarkozy doit être comprise. L'adoption par les ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne le 9 décembre dernier, sous pression de Nicolas Sarkozy et de Bernard Kouchner, d'un texte permettant de « rehausser » les relations entre Israël et l'UE, montre la collusion entre les impérialistes français et le régime sioniste.

Cette alliance repose sur le fait que les impérialistes français et l'Entité sioniste ont les mêmes intérêts à

préserver l'hégémonie occidentale au Machrek.

Si les impérialistes français peuvent avoir des intérêts divergents de ceux des Etats-Unis, dans une logique d'opposition inter-impérialiste, il n'en demeure pas moins qu'ils sont un facteur d'oppression et d'exploitation des peuples arabes et musulmans. Fraction agissante de l'impérialisme occidental, la France est une nation impérialiste dont les intérêts vont à l'encontre de la libération des peuples des Trois continents, et donc de l'émancipation du genre humain.

Pour préserver les intérêts occidentaux, les peuples arabes et musulmans doivent être maintenus sous le joug de l'Occident afin que leurs serviles dirigeants vendent leurs matières premières à vil prix et ouvrent leurs frontières aux produits des nations hégémoniques.

Tout mouvement de résistance de ces peuples est donc une menace directe pour les intérêts occidentaux. Au même titre que tous les mouvements remettant en cause l'hégémonie occidentale, ils doivent donc être sévèrement réprimés comme l'exposait clairement **Thomas Friedman**, l'un des théoriciens du capitalisme étatsuniens : « *la main invisible du marché ne fonctionne pas sans le poing invisible représenté par le Pentagone et l'armée américaine. Mc Donald prospère encore plus, avec Mc Donnel Douglas, l'inventeur du F15* » [7]. Au Machrek, l'Entité sioniste est une part active de ce « poing » que le capitalisme occidental utilise pour faire fonctionner sa « *main invisible du marché* » et c'est pour cela qu'elle est soutenue dans sa politique coloniale. A l'heure actuelle, les impérialistes et les sionistes paraissent encore puissants, mais en réalité, ils ne le sont pas car les peuples s'organisent de plus en plus pour mener la résistance. La résistance héroïque du peuple palestinien de Gaza durant la dernière attaque sioniste en a été une preuve étincelante.

La politique de colonisation, l'exploitation, les guerres sont autant de cordes de potence que l'impérialisme occidental et le sionisme se passent au cou car les peuples arabes et musulmans refusent de plus en plus activement la domination des Etats-Unis, de l'Entité, de la Grande-Bretagne, de la France ou de toute autre nation impérialiste.

Youssef Girard

Notes de lecture :

[1] Habache Georges, « Les ennemis de la révolution », 1969.

[2] Abdel-Nasser Gamal, *Philosophie de la révolution*, 1953, cité in. Balta Paul, Rulleau Claudine, *La vision nassérienne*, Paris, Ed. Sindbad, 1982, page 195.

[3] Habache Georges, « *Les ennemis de la révolution* », art. cit.

[4] Cloarec Vincent et Laurens Henry, *Le Moyen-Orient au XXème siècle*, Paris, Ed. Armand Colin, 2002, page 40.

[5] *Ibid.*, page 68.

[6] Habache Georges, « *Les ennemis de la révolution* », art. cit.

<http://ism-france.org/news/article.php?id>

1-3 Amira Hass : C'est écrit sur le mur.

Nous sommes venus pour vous exterminer.

Mort aux Arabes. Kahana avait raison.

Tolérance zéro. On veut liquider.

Un Arabe mâle est un Arabe dans la tombe.

Voilà une sélection représentative de toutes les inscriptions laissées par des soldats israéliens sur les murs des maisons palestiniennes de Gaza dont ils avaient fait leurs bases et leurs positions de tir durant l'opération « Plomb durci ».

Ici et là, un soldat a écrit une ligne à la tournure poétique ou une citation biblique dans l'esprit de ces inscriptions-là. Ont aussi été écrites des injures au Prophète Mohamed et à Ismaïl Haniyeh, à côté du tour des gardes pour les soldats et du score de l'équipe de football favorite. Lorsque les propriétaires des maisons sont rentrés chez eux, ils ont généralement découvert d'importantes destructions – dues soit aux premiers bombardements de l'armée israélienne sur les maisons des quartiers extérieurs, opérés dans le but de chasser les habitants du secteur, soit aux incursions dans les maisons, accompagnées de dégradations du mobilier, des vêtements, des murs, des ordinateurs et autres appareils électriques.

Souvent, ces maisons où les soldats avaient pénétré se retrouvaient seules debout dans un quartier aux maisons rasées au bulldozer, réduites à l'état de ruines. Les habitants ont aussi trouvé beaucoup de saletés laissées derrière eux par les soldats. En Israël, des instituts de recherche comptabilisent chaque inscription insultante tracée dans un cimetière juif à l'étranger et archivent tout écrit jugé problématique, afin d'évaluer la situation de l'antisémitisme là-bas. Les médias accordent beaucoup d'importance à toute inscription visant le Premier ministre assassiné, Yitzhak Rabin. Mais le racisme quotidien, dans ses formes institutionnelles et populaires, en paroles et en actes, contre les Arabes d'Israël et contre les Palestiniens de Cisjordanie est en général couvert sobrement et avec beaucoup de précautions.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les inscriptions en hébreu laissées sur les murs au cœur de quartiers palestiniens que les auteurs ont aussi pris la peine de démolir, n'aient pas été enregistrées par les capteurs israéliens, toujours si sensibles au racisme visant les Juifs. Les rapports et témoignages sur les nombreux civils tués à distance ou de près, les porte-parole militaires ont pu les écarter au prétexte de fabrication et de manipulation, ou bien répondre d'une manière générale en disant que les terroristes en étaient responsables parce qu'ils se cachaient à proximité.

La société israélienne, pour laquelle l'opération « Plomb durci » est déjà enterrée dans des archives fermées, est toujours prête à tous les subterfuges qui lui expliqueront à quel point son armée est juste et dotée d'une

suprématie morale. Mais il est difficile de contester les inscriptions en hébreu qui ont été filmées ou de dire qu'elles ont été fabriquées. D'autant qu'elles s'accompagnent de noms d'unités de l'armée israélienne et de noms de soldats. Et en effet, le porte-parole de l'armée israélienne a réagi en disant que ces inscriptions étaient contraires aux valeurs de l'armée israélienne et que celle-ci les considérait avec gravité.

Tous les soldats n'ont pas tracé des inscriptions, mais ceux qui l'ont fait n'en ont pas été empêchés par leurs commandants ni par leurs camarades qui n'ont pas non plus effacé ce qu'ils avaient écrit. C'est donc le lieu de louer l'honnêteté des soldats et leur franchise. Les soldats se sont sentis libres d'écrire ce qu'ils ont écrit parce que – tout comme les pilotes et les opérateurs de drones porteurs de missiles – ils savaient qu'ils avaient reçu de leur gouvernement et de leurs commandants carte blanche pour attaquer une population civile.

Pourquoi y aurait-il dès lors un problème avec ces mots écrits ? Ce qu'ils ont écrit sur les murs reflète ce qu'ils ont compris comme étant l'esprit de la mission pour laquelle ils avaient été envoyés.

Contrairement aux commandants plus mûrs, qui sont autorisés à parler aux quelques journalistes choisis, jugés acceptables par l'armée et qui récitent parfaitement et soigneusement les briefings des juristes de l'armée et du cabinet du Procureur de l'Etat, les auteurs des graffitis – soldats de l'armée régulière qui ont grandi avec l'occupation et la supériorité militaire israélienne – n'ont pas encore inscrit dans leur conscience que le monde ne produisait pas que des armes mais aussi des lois, des règles et des normes humaines.

Leurs officiers les ont autorisés à violer des normes dont ils n'ont apparemment pas conscience de l'existence.

Contrairement à ceux qui rédigent les réponses du porte-parole de l'armée israélienne, les jeunes soldats, manquant de sophistication, n'ont pas l'expérience nécessaire pour couvrir les opérations de l'armée et sa mission, leur mission, avec des mots qui brouillent la vérité.

Source: [Haaretz](#)

http://www.michelcollon.info:80/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=1986%3Acest-ecrit-sur-le-mur&option=com_content&Itemid=11

1-4 Noam Hayot : L'exception, c'est celui qui n'est pas prêt à tuer des civils.

La une du journal clame : « Témoignages durs d'officiers et de soldats à propos du meurtre de Palestiniens innocents », et l'armée israélienne promet, en réponse, d'examiner et d'enquêter.

Le compte-rendu poursuit : « Des dizaines de soldats qui ont participé, dans le nord du pays, à l'assemblée du programme préparatoire à l'armée, ont raconté comment ils avaient violé le "code moral" de l'armée israélienne au cours de l'opération "Plomb Durci" –gâchette facile, tirs sans discrimination sur des civils et vandalisme sur des biens privés ».

Vraiment ?

Ces soldats ont-ils vraiment violé le « code moral » de l'armée israélienne ?

Ces jours-ci, des membres de l'organisation « On brise le silence » travaillent à une solide collecte de témoignages de soldats et d'officiers qui ont participé dans tous les secteurs de l'opération. L'image qui commence à se dessiner à partir des propos des soldats des diverses unités, c'est que le « code moral » n'a pas été violé mais qu'il a été changé et délibérément faussé, par la haute hiérarchie qui a dirigé mené l'offensive contre Gaza.

Il y a quelques mois, j'ai été invité au cours préparatoire à l'armée d'Oranim dont les responsables ont osé révéler ces témoignages. <<http://www.humanite.fr/Ces-soldats-israeliens-qui-evoquent-les-crimes-de-guerre-a-Gaza>>

J'ai projeté pour eux un film tourné par un soldat et où l'on voyait d'autres soldats frappant des Palestiniens à un checkpoint. Voilà ce que le pouvoir opère sur vous, avais-je expliqué, et ne vous attendez pas à ce que l'échelon de commandement veille sur vos valeurs. J'ai expliqué que contrairement au checkpoint qu'il est possible de filmer et dont il est relativement aisé de divulguer la réalité, les instructions d'ouverture de feu et l'état d'esprit qu'elles instaurent sont difficiles à décrire et à transmettre à des jeunes gens sur le point d'être mobilisés, dans une salle de classe agréable, avec un paysage pastoral de collines verdoyantes. Cela, il n'est pas possible de l'illustrer dans un film ou par une photo.

Je leur ai raconté les ordres de tuer toute personne présente dans la rue aux petites heures de la nuit lors d'opérations à Naplouse et j'ai essayé de leur rendre concrète l'ambiance qu'il y avait dans ma compagnie en octobre 2000, au point de passage de Kissoufim, à Gaza : tout le monde voulait tuer. Et beaucoup. Les instructions d'ouverture de feu, transmises oralement, ne nous freinaient pas : bien au contraire.

Je ne sais si j'ai pu influencer sur la conscience des jeunes gens qui m'avaient invité, d'eux-mêmes, groupe de jeunes garçons et de jeunes filles se confrontant courageusement et avec intelligence à des dilemmes de valeurs mais il ne m'a pas échappé que j'avais troublé leur instructrice. Elle pensait qu'il était dommage que je n'aie aucun message optimiste à transmettre à ses élèves, à l'approche de leur mobilisation. Elle avait raison. Je n'étais effectivement pas optimiste quant à leur avenir proche.

Les gens du programme préparatoire qui sont revenus du terrain et qui ont osé faire paraître la vérité et osé parler, démontrent une fois encore qu'il n'y a, en cette affaire, aucune place pour l'optimisme : les ordres ne cessent de se radicaliser, de devenir toujours plus extrêmes et les tentatives de retenue sur le terrain de la part de soldats faisant exception sont généralement vouées à l'échec.

Un scénario connu d'avance

Le « film » qui a débuté avec la publication des témoignages, nous l'avons déjà vu quelques fois ces cinq dernières années : cette publication entraînera après elle un mini débat médiatique et public, ainsi qu'un semblant d'enquête au sein de l'armée. Le genre d'enquête où les soldats subalternes sont réduits au silence. Les

conclusions de l'enquête attendue sont connues d'avance et prêtes à la publication : on a découvert que les forces armées israéliennes ont veillé scrupuleusement, et dans tous les secteurs, sur une éthique de combat élevée et il peut s'agir de cas exceptionnels où des troupes ont agi en opposition avec les instructions et en contradiction avec l'esprit de l'armée israélienne...

Par la suite, le porte-parole publiera des témoignages (véridiques !) de soldats qui avaient décidé de ne pas tirer sur un Palestinien mais avaient préféré se mettre en danger. On nous racontera peut-être le cas (véridique !) d'une assistance médicale apportée par un infirmier de l'armée à un Palestinien de Gaza. Ensuite, l'enquête aura été « épuisée » et les soldats qui auront communiqué les témoignages seront catalogués comme compagnie de « mauvaises graines » ou on parlera d'un « fauxpas moral isolé » dans une compagnie remarquable et digne d'éloges.

Néanmoins, l'image qui ressort de la collecte de témoignages de Gaza est très différente et particulièrement désespérée : il apparaît que les soldats sur le terrain étaient parfois justement le seul élément modérateur, alors que les directives qu'ils recevaient de plus haut relevaient de l'esprit de tuer pour tuer et de démolir des maisons pour démolir. C'est pourquoi je propose que, pour changer, l'armée israélienne et ses porte-parole examinent cette fois un scénario différent et novateur pour les mois à venir.

Il conviendrait vraiment que l'armée, tout comme la direction de l'Etat et la population toute entière, essaient de se confronter aux principes du haut commandement et aux ordres reçus par les soldats, au lieu de jouer la dissimulation et de rejeter le blâme sur des « exceptions » cantonnées aux échelons subalternes.

Il conviendrait que tous nous examinions et demandions quel était le but de l'opération et dans quel esprit les commandants de brigades ont envoyé leurs soldats exécuter leurs missions. Qu'est-ce qui a été dit dans les briefings ? Comment y caractérisait-on la population ?

Lorsque la plaquette complète des témoignages sera publiée dans quelques mois, on ne pourra plus rejeter la faute sur les gens de terrain uniquement. Certains d'entre eux se sont assurément réjouis de tuer des civils en suivant les procédures, comme en a témoigné l'un d'entre eux : « C'est ce qu'il y a de bien à Gaza, imagine que tu vois passer un type. Il n'a pas besoin d'avoir une arme. Tu peux tout simplement lui tirer dessus. »

Pour certains d'entre eux, c'était à qui démolirait, en mission, le plus grand nombre de maisons. Ce sont eux, justement, qui ont agi dans l'esprit de l'armée israélienne et en suivant les ordres. Les vraies exceptions dans cette histoire, ce sont précisément les rares soldats à s'être abstenus de tuer des civils, de piller ou de détruire des biens, et ce sont généralement ceux-là aussi qui sont prêts à raconter ensuite au public la vraie histoire.

Noam Hayot a servi comme officier dans la brigade Nahal et il milite au sein de l'organisation « On brise le silence » <http://www.shovrimshatika.org/index_e.asp> ».

Source: [Haaretz](#)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6%3Aarticles&id=1987%3Aexception-cest-celui-qui-nest-pas-pret-a-tuer-des-civils&option=com_content&Itemid=11

1-5 Crimes de guerre confirmés à Gaza.

Le journal Haaretz publie des récits accablants pour l'armée d'occupation. Confirmation des exécutions sommaire et des exactions.

Sûr de lui comme à son habitude, le ministre israélien de la Défense, le travailliste Ehud Barak, est imperturbable. « L'armée israélienne est la plus morale du monde, et je sais de quoi je parle car je sais ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak ».

Voilà son commentaire, hier, après la publication dans le quotidien Haaretz, de témoignages de soldats israéliens évoquant des meurtres de civils de sang-froid et des actes de vandalisme durant le 22 jours de l'offensive israélienne à Gaza, en décembre et janvier derniers. Ces soldats, qui sortaient d'une académie militaire portant le nom d'Yitzhak Rabin, ont publié leurs récits dans la lettre d'information de cette institution.

Parmi les témoignages qui ont été repris par le quotidien Haaretz ainsi que les radios publique et militaire, figure le cas d'une vieille femme palestinienne tuée alors qu'elle marchait à 100 mètres de sa maison. D'autres militaires font également état d'exactions, d'actes de vandalisme et de destructions dans des maisons. Un des témoignages, émanant d'un chef de section d'infanterie, évoque un tireur d'élite de l'armée qui a abattu une mère et ses deux enfants parce qu'ils avaient pris la mauvaise direction quand les militaires leur avaient ordonné de sortir de chez eux. « Le commandant du détachement a sommé la famille de s'en aller par la droite. Une mère et ses deux enfants n'ont pas compris et s'en sont allés vers la gauche. Le tireur d'élite les a vus s'approcher, au-delà des lignes qu'on lui avait dit que personne ne devait franchir. Il les a simplement abattus. »

Ce chef de section a encore rapporté que les hommes sous son commandement estimaient que « la vie des Palestiniens était bien moins importante que celle de nos soldats, donc que ceci justifiait cela ». Un autre chef de section parle de vandalisme commis par les soldats. « Ecrire « Mort aux Arabes » sur les murs, se saisir de photos de famille pour cracher dessus, simplement parce qu'on en a le pouvoir... Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que cela dénote à quel point l'éthique des IDF s'est dégradée. » Selon le directeur de l'école militaire, Danny Zamir, il régnait au sein de l'armée un climat de « mépris débridé » et un « sentiment de supériorité » envers les Palestiniens. Il affirme avoir transmis à l'état-major les témoignages des anciens de son école ayant servi à Gaza, qui n'auraient pas eux-mêmes commis de crimes de guerre mais « sont mal à l'aise de n'avoir pu en empêcher ». Un commentateur de la radio publique, Moshé Hanegbi, spécialisé dans les questions juridiques, a estimé que ces témoignages étaient « d'autant plus inquiétants qu'ils ne viennent pas de Palestiniens, mais de soldats qui n'ont aucun intérêt à ternir la réputation de leurs camarades. Il ne faut pas que l'armée enquête sur elle-même car

une telle enquête ne serait pas crédible alors qu'Israël est accusé de crime de guerre à l'étranger et que des officiers pourraient être poursuivis dans le monde ».

L'offensive de l'armée israélienne contre le Hamas dans la bande de Gaza a fait plus de 1.300 morts et 5.000 blessés palestiniens, selon un bilan des services médicaux palestiniens. Parmi les morts figurent 437 enfants âgés de moins de 16 ans, 110 femmes et 123 personnes âgées, ainsi que 14 médecins et quatre journalistes. L'offensive de 22 jours (27 décembre-18 janvier) a fait 1.890 blessés parmi les enfants, et 200 blessés graves tous âges confondus. L'opération militaire a été lancée par Israël avec pour objectif déclaré de réduire au minimum les tirs de roquettes par les groupes armés palestiniens, notamment le Hamas, contre son territoire. Côté israélien, dix militaires et trois civils ont été tués, selon les chiffres officiels. Reste maintenant à savoir si les pays occidentaux, qui avaient balayé d'un revers de main les témoignages accablants des Palestiniens eux-mêmes (on se souvient de la publication dans l'Humanité du récit de ce père de famille, Khaled Abed Rabbo, racontant l'exécution sommaire de deux de ses petites, la troisième étant gravement blessée), vont enfin saisir la justice internationale pour qu'une commission d'enquête indépendant puisse établir les faits et que, le cas échéant, des poursuites soient entreprises à l'encontre d'Israël.

Pierre Barbancey

21-03

<http://www.humanite.fr/Ces-soldats-israeliens-qui-evoquent-les-crimes-de-guerre-a-Gaza>

1-6 Iqbal Tamimi : Les femmes palestiniennes sont le cauchemar démographique d'Israël.

Pas question de condoléances à l'apartheid israélien....

Oui, il a tué 1.300 palestiniens à Gaza parce que ses craintes sont à caractère démographique, son armée n'a jamais été préoccupée par l'âge ou par le sexe des personnes qu'elle assassinait, la machine de tuer israélienne a fauché des Palestiniens de tous les âges et toutes les tailles... jeunes et vieux, handicapés et valides, femmes enceintes et fillettes, ceux qui résistent à l'occupation et ceux qui sont encore trop jeunes pour comprendre ces expressions...

Le cauchemar israélien est d'ordre démographique, il a peur du désavantage numérique... c'est pourquoi que la réponse a été de laisser les personnes mourir de faim, interdire qu'elles reçoivent des médicaments afin qu'elles meurent « de causes naturelles », puis empêcher que les médias fassent des enquêtes là-dessus et ensuite lancer un autre mensonge qui s'adapte à sa nouvelle histoire créée sur mesure. Les actions d'Israël signifient qu'il y avait un terroriste dans chaque berceau et des tunnels qui transformaient le pain en armes.

Durant les heures où Israël se sentait victorieux et heureux d'avoir massacré de sang-froid, en représailles, 1.300 Palestiniens, les femmes palestiniennes donnaient naissance à 3.570 bébés. La femme palestinienne est considérée comme une bombe démographique, une créature aussi fertile que la terre de Palestine. Plus Israël envoie de Palestiniens dans l'utérus de la terre pour un voyage sans retour, plus d'utérus de femmes palestiniennes démontrent leur générosité en donnant la vie à davantage de héros.

Dans une période où la moyenne de fertilité en Israël est de 2,6 enfants par femme, Gaza est considérée une des zones les plus fertiles du monde avec une moyenne de 6 enfants par femme. Israël a un fort pourcentage de personnes du troisième âge, tandis que Gaza a une abondance de jeunes et d'après un rapport de l'UNICEF du 3 mars 2009, le nombre total d'enfants à Gaza est d'environ 793.520, c'est-à-dire, 56% de la population (Bureau central palestinien de statistiques). Ceci a été une des principales raisons qui ont obligé Israël à arrêter ses incursions militaires, puisqu'à Gaza il y a 4.170 personnes au kilomètre carré, et pour imaginer la densité de la population à Gaza, chacun doit savoir que le Liban représente 29 fois la zone de Gaza.

Ceci nous amène de nouveau aux méthodes tordues d'Israël, qui essaye de tuer les femmes – car il les considère comme des usines à hommes - sans être accusé directement pour cette raison, grâce à sa politique de blocus et de postes de contrôle où des femmes malades ou sur le point d'accoucher souffrent, étant dans l'impossibilité d'aller vers les hôpitaux, car on leur refuse le droit de circuler ou d'importer de la nourriture et des médicaments, en bombardant leur infrastructure, en les laissant sans eau pour boire ou pour l'hygiène, en les privant de carburant, ce qui provoque l'effondrement du réseau d'épuration des eaux usées, en les aspergeant depuis les airs de produits chimiques, en les brûlant avec du phosphore blanc et en les tuant indirectement de peine et de profonde tristesse pour avoir perdu des membres de leur famille, particulièrement les plus jeunes, mais, comme a dit une fois Yasser Arafat, nous les Palestiniens, nous sommes une nation invincible, nous sommes in *Chaab Aljabbareen* (un peuple de géants).

Iqbal TAMIMI

Traduit par Esteban G.,

révisé par Fausto Giudice

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=7262&lg=fr>

1-7 Christian Merville : Le soleil de Josué.

Le but à atteindre et la manière dont la puissance militaire peut être utilisée sur le champ de bataille : quel chef aurait pensé qu'un jour, ces deux questions feraient l'objet de négociations entre le commandement et une partie de la troupe ?

Eh bien, en Israël on en est là et les révélations du quotidien Haaretz, la semaine dernière, sur le comportement des soldats lors du pilonnage, trois semaines durant, de Gaza la martyre ne constituent qu'un témoignage « à chaud » (on n'ose écrire sur le vif...) de ce qu'une certaine presse qualifie, par un délicat euphémisme, de « recours excessif à la force ».

Si le rôle pédagogique des jeunes recrues est pratiquement assumé depuis un an par le rabbinat, à travers un Département de prise de conscience, les origines de cette véritable mainmise remontent à bien plus loin. Dès 1973, un ouvrage extrêmement fouillé* se proposait de faire la lumière sur le sujet en s'attaquant au rôle des aumôniers, aux conditions d'enrôlement, aux multiples tentatives de « laïcisation » initiées par David Ben Gourion. Sur ce dernier thème par exemple, l'autorité religieuse avait menacé, à l'époque : « Plutôt remplir les prisons avec nos filles que de les voir s'acquitter de missions, même humanitaires. »

En octobre déjà, le journal par lequel le scandale vient d'éclater citait un officier ayant requis l'anonymat qui évoquait un « lavage de cerveau » par les hommes de religion, entamé dans les rangs des kibboutzniks de Hébron. À partir de là, le mal s'était propagé parmi les recrues, au point de toucher un bon tiers d'entre eux et près de 40 % des officiers. Comment en est-on arrivé à ce stade d'endoctrinement ? Parce que, répond un observateur, la classe moyenne qui constituait le gros des effectifs avait été progressivement remplacée par des jeunes venus des « hesder yeshivas », ou séminaires dans lesquels les jeunes, avec la bénédiction du ministère de la Défense, peuvent accomplir leur service militaire tout en poursuivant des études bibliques. La révélation du résultat de ce drôle de couplage a de quoi effrayer. Cueilli au hasard de la lecture de la littérature rabbinique citée par « Rahm », un pseudonyme utilisé par un commandant de la brigade Guivati : « Nous sommes le peuple juif, venu grâce à un miracle sur cette terre (la Palestine). Dieu nous a ramenés sur cette terre ; maintenant, nous devons nous battre pour en chasser les non-juifs. » Un autre texte, portant la signature d'un rabbin d'extrême droite, Shlomo Aviner, compare les Palestiniens aux Philistins, adversaires historiques des juifs, et conseille : « Être clément à l'égard d'un ennemi cruel, c'est être cruel envers des soldats purs et honnêtes. Nous menons une guerre contre des assassins. » L'auteur rappelle en outre un interdit édicté par la Bible concernant « l'abandon du moindre millimètre du Grand Israël ». Approuvé par le général Avichai Rontsky, grand rabbin militaire (accusé il y a quelque temps par un député de gauche, Avshalom Vilan, de vouloir décréter une guerre sainte), ce manuel se propose, dit-on, d'améliorer « la capacité combative » des hommes après l'échec de la guerre de juillet-août 2006 contre le Liban.

Témoignant devant les cadets de l'académie d'Oranoim, le « Rahm » cité plus haut relève encore que la vie d'un Palestinien est bien moins importante que celle d'un Israélien et se battre à Gaza représentait une mission religieuse. On notera, sans trop d'illusions, que toute l'affaire fait désormais l'objet d'une enquête, mais qu'il s'agit d'un incident isolé, ainsi que s'est empressé de le souligner le porte-parole de Tsahal, Elie Isaacson ; enfin que mêler religion et politique constitue un interdit que l'on ne peut transgresser et que les rabbins militaires ne déterminent pas la politique. Benjamin Netanyahu devrait

tenir compte de cette précision dans ses concertations en vue de la formation d'un gouvernement...

D'ailleurs, le sujet n'a pas tardé à déborder le cadre étroit qui était le sien jusqu'aux révélations largement médiatisées de ces derniers jours pour s'inscrire dans celui, tout aussi explosif, de la politique.

On parle maintenant d'un clash entre libéraux laïcs et adeptes de cette nouvelle version des « moines-soldats » du Moyen-Âge. On parle aussi des

divergences entre deux tendances sur des sujets comme le rapport entre la terre et la vie, la place des « goys » dans l'État hébreu, l'interprétation des thèses du sionisme, le droit de tuer. Il est clair, malgré toutes les protestations de bonne foi d'un officiel de l'ambassade israélienne à Washington, que l'interprétation des règles éthiques donnée par l'Occident et l'État hébreu n'est pas la même.

Christian Merville

24/03

http://www.lorientlejour.com/article/612571/Le_soleil_de_Josu.html

2_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les yeux grand ouverts de Gaza.

Extrait

Malgré les frappes d'Israël, les tunnels reliant l'Égypte au territoire palestinien servent toujours à alimenter Gaza. Les «yeux» de Rafah, comme les appellent les terrassiers palestiniens, ne restent jamais longtemps fermés. Les bombes israéliennes, parfois, les crèvent, les tempêtes de sable ou les rafales violentes des pluies de février les aveuglent mais, le plus souvent, ils rouvrent très vite. Les yeux, ce sont les tunnels, ou plus exactement l'entrée des tunnels, qui relie Rafah, la palestinienne, à Rafah, l'égyptienne. Le retrait israélien du Sinaï, en 1982, a coupé la localité en deux.

D'un côté, une ville balnéaire et, derrière elle, l'infini du désert.

De l'autre, «la plus grande prison du monde», comme les Gazaouites appellent leur territoire. Un poste frontière entre l'Égypte et Gaza existe bel et bien mais il ne s'entrouvre que rarement. Alors, pour ne pas périr asphyxiée,

Gaza a tout misé sur ses souterrains.

Treuil ou échelle

Depuis le blocus israélien, en juin 2007, le nombre des tunnels n'a cessé d'augmenter. Si bien que personne, aujourd'hui, ne connaît exactement leur nombre : 800, 900, 1 000... Tous n'ont pas la même longueur : de 20 à 500, voire 600 mètres, en général.

Certains puits sont de vrais ouvrages d'art.

On y accède à l'aide d'un treuil électrique avant de déboucher sur une galerie de mine, bien étayée, bien aérée. Le tunnel dans lequel nous descendons est plus sommaire. Pour accéder au premier palier, il faut d'abord descendre une courte mais mauvaise échelle, puis sauter au fond d'un trou, d'où part un étroit boyau, en partie effondré, où l'on doit avancer cassé en deux et où l'on respire mal. C'est là que travaille Ahmed, un père de sept enfants, qui assure que « jamais les Israéliens ne pourront venir à bout des tunnels parce que c'est le seul moyen de briser le siège de Gaza. C'est grâce à eux que nous avons du sucre, du lait et des médicaments ».

Une certitude : ils ont donné naissance à une véritable économie souterraine qui emploie des milliers de personnes. L'offensive militaire israélienne, qui a duré du 27 décembre au 18 janvier, les avait condamnés au chômage. Une fois la trêve déclarée, ils ont repris leur activité. La zone des tunnels évoque un peu ces images de villes de chercheurs d'or américains colportées par les westerns.

C'est un paysage complètement bouleversé. Un gruyère sablonneux de cavités, maillé de monticules, de terrils, de tentes, souvent de simples bâches en plastique ou de baraques préfabriquées pour dissimuler l'ouverture des puits. Les bombes israéliennes ont rajouté leurs cratères. Partout, on entend la rumeur sourde des systèmes de ventilation des galeries. Ici et là, le grondement d'un bulldozer qui creuse un nouveau puits. Les bombes et les missiles n'ont pas visé que les tunnels. Ils ont écrasé tous les bâtiments établis le long de cette zone, les réduisant à des squelettes de béton, où, parfois, un peu de vie s'accroche dans une pièce qui a échappé par miracle à l'orage de plomb. Parfois, une épicerie, réduite à quelques pans de murs criblés, s'obstine.

L'Égypte se cache derrière un mur à quelques centaines de mètres de la zone des tunnels et l'on voit ses minarets, à la différence de ceux de Gaza, souvent réduits à des moignons, s'élancer vers le ciel. Rafah l'égyptienne vit plutôt bien des trafics et des tunnels qui lui ont apporté une prospérité inespérée.

Officiellement, Le Caire s'est engagé auprès d'Israël à mettre fin à toute cette activité clandestine. Mais, selon un officier des renseignements israéliens rencontré à Tel-Aviv, l'Égypte ne veut, ni ne peut pas aller trop loin dans le sanctionnement : « Les passeurs sont des Bédouins du Sinaï. Ils n'ont aucune autre ressource pour vivre. Si on met fin à leur trafic, ils risquent de se rebeller, ce que les autorités égyptiennes ne veulent à aucun prix. »

Il arrive cependant, indique Abou Mohammed, un patron de tunnel de 35 ans, que les policiers égyptiens fassent exploser les tunnels en injectant du gaz dans les boyaux. Faute d'avoir été prévenus, des terrassiers auraient été tués.

Quand les patrons sont à l'entrée des yeux pour surveiller les travaux, ils ne sont en général pas très causants.

Ou alors ils assènent des banalités, du genre « non, il n'y a pas vraiment de risque à creuser ».

Les terrassiers, eux, sont plus bavards. L'un d'eux, Ahmed, le père de famille cité plus haut, les contredit : « C'est de plus en plus dangereux de bosser là-dedans, car les bombes israéliennes ont fragilisé les galeries. A n'importe quel moment, tout peut s'écrouler. Le danger est là, à chaque instant. On travaille la peur au ventre. On prie toujours avant de commencer à creuser. Ici, la chance ne compte pas. »

Les pluies de l'hiver aggravent encore les risques pris par les terrassiers. Début mars, cinq d'entre eux ont été tués dans l'effondrement de leur galerie et quatre contrebandiers la semaine précédente. « Nous sommes obligés de travailler malgré nous », ajoute Ahmed, qui confie gagner entre 60 et 70 dollars par jour. « Ça ne mérite pas de sacrifier sa vie pour si peu. »

Après l'offensive israélienne, quand Ahmed et ses quatorze compagnons ont pu reprendre le boulot, il leur a fallu trois jours de travail d'arrache-pied pour rouvrir « l'œil ». « On a dû s'y reprendre à quatre fois pour pouvoir à nouveau accéder à la galerie principale qui s'était effondrée. Il nous a fallu sans cesse désensabler et étayer.

Mais plus on creuse, plus c'est facile car il y a davantage d'air. Et quand le boyau s'écroule, c'est moins difficile de déblayer et de sauver les terrassiers », ajoute-t-il. Dans les tunnels, les techniques pour survivre en cas d'accident sont restées rudimentaires.

Les journaliers sont reliés à l'extérieur par un simple tuyau grâce auquel ils pourront respirer si la galerie s'effondre. S'ils sont emmurés, c'est de l'eau ou du lait qu'on leur fera passer toujours grâce à ce conduit.

Policier ou terrassier

Avant le début de la seconde Intifada en 2000, les secteurs de l'industrie, du bâtiment et de l'agriculture employaient plus de 120 000 personnes à Gaza, selon Paltrade, une organisation privée chargée de recueillir des données pour les Nations unies. Mais depuis juin 2007, ces trois secteurs sont à l'arrêt.

D'où un taux de chômage de 94 %. Les seules possibilités de travail sont d'entrer dans la police ou de devenir terrassier. D'où l'essor de Rafah, que l'on peut sentir dans les quelques rues commerçantes de la petite ville, dans un contexte de paupérisation générale.

Il y a d'ailleurs un monde entre ces journaliers payés au mètre de galerie creusée et les patrons des souterrains.

« Nous, on ne sait rien des tunnels, reconnaît Ahmed. Le patron nous dit de creuser 200 ou 250 mètres, alors on creuse 200 ou 250 mètres ». « Qui a de l'argent peut faire un tunnel », lance Malek al-Nafagh, un petit patron, qui consent à donner quelques chiffres sur son commerce. En moyenne, il gagne 100 dollars par sac de 40 kg, dont la moitié est reversée au propriétaire égyptien du terrain où débouche le tunnel. « Un tunnel peut être rentable au bout d'un mois ou d'un mois et demi. Cela dépend du temps qu'il a fallu pour le creuser, donc de la nature du terrain. Il faut compter environ 50 000 dollars [45 000 euros, ndr] pour 400 mètres de galeries », précise-t-il.

Patron d'un grand tunnel, Abou Mohammed estime à plus de 10 000 le nombre des journaliers employés dans les

tunnels. Lui reconnaît que leurs conditions de travail sont très dures : « Mais c'est leur seule façon de vivre. Personne ne peut plus aller travailler en Israël. Et toutes les usines de Gaza ont été détruites ou fermées. » Il explique aussi que les tunnels sont la propriété de petites sociétés, nées de la réunion de plusieurs partenaires. « Notre tunnel emploie une quarantaine de personnes et fait vivre une vingtaine de familles. Pour obtenir les fonds nécessaires, on a ramassé de l'argent ici et là, vendu les bijoux en or de nos femmes. On ne veut pas faire de l'argent, ni construire un château avec ce tunnel. On veut seulement vivre. »

Pour le moment, ce sont des sacs remplis de ballots de tissus qu'un treuil remonte du puits. Un sac par couleur. Un camion viendra ensuite les chercher. Tout semble très bien organisé. Grâce à son téléphone portable, Abou Mohammed, le patron, est en contact permanent avec un intermédiaire égyptien qui l'informe des marchandises en cours de livraison.

Une partie des armes, qui semble-t-il continuent d'arriver à Gaza, emprunte un chemin identique.

Selon le même officier israélien, « les lanceurs de missiles livrés au Hamas ont même été conçus spécialement en fonction de la taille des tunnels, de façon à ce que quatre personnes puissent les porter ».

Le Hamas et les autres mouvements ont leurs propres galeries, différentes de celles utilisées par les commerçants.

envoyé spécial **JEAN-PIERRE PERRIN**

<http://www.liberation.fr/monde/0101557550-les-yeux-grand-ouverts-de-gaza>

2-2 Israël a utilisé des boucliers humains à Gaza.

22-03

Après l'invasion de Gaza, huit Palestiniens d'un quartier de Gaza ont expliqué au grand journal israélien Ha'aretz que des soldats les avaient forcés à les accompagner quand ils se sont introduits dans des maisons et les ont fouillées sans demander bien sûr la permission aux habitants.

Ces témoins ont estimé qu'une vingtaine d'habitants au moins ont été contraints entre le 5 et le 12 janvier à accompagner les soldats.

Voici quelques détails sur le style des opérations:

Quand les soldats sont arrivés à Gaza, ils ont sorti de chez lui Mr Shafiq Daher, un directeur financier de 53 ans et l'ont forcé à pénétrer dans cinq maisons successivement.

Le scénario se répétait : Il rentrait le premier, bien armé puisque le soldat qui le poussait lui avait mis un fusil sur l'épaule. Il avançait dans chaque pièce, à chaque étage. Les familles rassemblées assistaient à la mise en menottes de leurs hommes et jeunes garçons.

Mr Shafiq Daher ignorait qu'au même moment ses trois fils étaient occupés ailleurs : les deux aînés, armés de lourdes massues faisaient, sous l'ordre des soldats, des trous béants dans les murs d'autres maisons.

Son troisième, un fusil pressé dans le dos, attendait près de la porte d'un de leurs voisins.

Abed Rabbo a été forcé au même manège : il a percé le mur du toit qui séparait deux maisons et s'est introduit avec les soldats à l'intérieur puis a continué avec d'autres maisons, près de la mosquée. Il a ensuite forcé une voiture et a dû négocier avec des hommes armés.

Au retour, il n'a trouvé que les ruines de sa propre maison détruite par un missile israélien.

Les soldats ont sorti Jamal Katari de sa maison. Pendant quatre jours, on l'a forcé à la même routine dans dix maisons. Il rentrait le premier, demandait aux habitants de descendre.

Il a marché dans sa ville, suivi d'un énorme bulldozer de l'armée qui avançait dans les rues, détruisant tout ce qui avait été une rue, une ville.

Adapté de : « L'armée nous a utilisés pendant l'offensive à Gaza comme boucliers humains », écrit par la journaliste israélienne Amira Hass et publié le 26 février, 2009 par le grand quotidien israélien Ha'aretz.

Texte complet : <http://www.haaretz.com/hasen/spages/1065594.html>

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/QUE-CESSE-L-OCCUPATION-PAJU-No-423-20-mars

2-3 Um al-Fahem résiste, Um al-Fahem restera palestinienne.

Pour la seconde fois en quelques mois, et suite à l'accord donné par la Cour Suprême de l'Etat, les colons terroristes tentent d'investir la ville palestinienne d'Um al-Fahem, ville située dans le Triangle et occupée en 1949. La ville d'Um al-Fahem avait appelé à résister massivement contre cette nouvelle tentative. Les terroristes du groupe de Baruch Marzel, soutenus par 3000 membres de la police et des services sécuritaires, ont une nouvelle fois échoué.

Cette nouvelle tentative d'invasion vient après l'accord de la Cour Suprême (donc l'accord du pouvoir judiciaire israélien) et intervient dans un climat de plus en plus menaçant contre les Palestiniens de 48. Après les agressions des colons dans la ville de Akka, au mois de septembre 2008, les Palestiniens de 48 affrontent une nouvelle fois les colons pour protéger leur présence dans leur pays. La présence massive de la police et des services sécuritaires rappelle ce qui s'est passé en octobre 2000, lorsque sont tombés treize martyrs et rappelle également ce qui s'est passé il y a 33 ans, lors de la journée de la terre, le 30 mars 1976, lorsque sont tombés six martyrs.

La défense massive de la ville d'Um al-Fahem par la population contre l'invasion des colons et malgré le soutien de la police à ces derniers montre, une nouvelle fois, le haut degré de mobilisation des Palestiniens de 48, unie autour de leur direction politique, et en premier lieu, du sheikh Raed Salah, dirigeant du mouvement islamique.

La veille, sheikh Raed avait été arrêté à al-Quds, dans la tente de protestation, installée à Sheikh Jarrah, à la place de la maison détruite de Um Kamal. Il participait, avec d'autres personnalités politiques et associatives, à l'inauguration des festivités de la campagne "al-Quds, capitale de la culture arabe en 2009" que les autorités sionistes essaient d'interdire. Sheikh Raed Salah n'a été libéré que très tard, le soir. Et ce mardi, jour prévue de l'attaque sioniste contre Um al-Fahem, il était là, avec les autres personnalités de la ville et des responsables politiques palestiniens, pour défendre la ville.

Nb : Communiqué du Comité Populaire de Défense des Libertés issu du haut comité de suivi des masses arabes sur www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6345

Ameer Makhoul

Président du comité populaire de défense des libertés

Cirepal (Centre d'Information sur la résistance en Palestine)

24 mars 2009

www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6345

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Bill et Kathleen Christison : Obama et l'Empire.

Commençons par parler de la politique américaine qui pourrait se dégager pour le Moyen-Orient dans les prochains mois... Il existe deux grands scénarios possibles pour le développement de la politique américaine au Moyen-Orient dans l'année qui vient.

Se vendra-t-il dans sa propre défaite ?

A plusieurs reprises, des gens ont demandé récemment, « Quelles implications aura la crise économique mondiale sur la politique US au Moyen-Orient, et les pays du Moyen-Orient s'appuieront-ils plus, ou moins, sur les USA alors que ceux-ci souffrent de leur propre crise économique ? » Ce ne sont pas des questions simples, mais voici, très brièvement, nos premières ébauches de réponses.

Commençons par parler de la politique américaine qui pourrait se dégager pour le Moyen-Orient dans les prochains mois. Un premier point qu'il faut régler c'est que la politique actuelle héritée de l'administration Bush est un désastre. Pratiquement toutes les nations vivant au Moyen-Orient - et ailleurs sur cette question - croient que la crise économique qui s'étend actuellement sur le monde a été largement provoquée par la version extrême du capitalisme aux Etats-Unis, avec son penchant massif vers les privatisations et la suppression des régulations qui auraient pu fournir quelque protections aux citoyens ordinaires. Au minimum, il existe un sentiment très répandu de Shadenfreude [se réjouir de la souffrance d'autrui... penser que justice est faite... - ndt] sur la douleur qui est celle des Etats-Unis aujourd'hui et, à un niveau politique, il existe une forte aversion à l'égard des Etats-Unis pour des politiques qui sont considérées à juste titre comme venant du colonialisme US et israélien, et de la construction de l'Empire, et blâmées pour les malheurs et les inégalités économiques qui frappent maintenant les nations du monde entier.

Il existe deux grands scénarios possibles pour le développement de la politique américaine au Moyen-Orient dans l'année qui vient. Encore aujourd'hui, nul n'en sait assez sur le président Obama pour dire quel scénario ou quelle variante est le plus plausible. De plus en plus, cependant, il apparaît que s'agissant des Affaires étrangères, il ne changera pas beaucoup. Nous espérons nous tromper. Mais au moins sur la question centrale de la Palestine/Israël, Obama a clairement dit au début de sa campagne, bien avant l'élection, qu'il soutiendrait les éléments de droite du lobby israélien conduits par l'AIPAC. La question qui reste posée est de savoir quelle force aura ce soutien.

Selon le premier scénario, Obama cherchera à continuer sur la lancée, essayant de s'en tirer en modifiant aussi peu que possible la politique de Bush, mais en s'écartant nettement des excès les plus violents de la politique de Bush sur la torture. Obama veut l'extension de la guerre en Afghanistan et va poursuivre la guerre en Iraq plus longtemps qu'il ne l'a annoncé. Dans ce scénario, il essaiera de maintenir les discussions aussi longtemps que possible sur l'Iran et d'éviter la guerre. Il essaiera aussi de garder son appui au gouvernement civil du Pakistan, mais il ne devrait pas s'opposer réellement à un retour de la dictature militaire dans ce pays si le Pakistan continue de soutenir sa politique pour l'Afghanistan et l'Iran.

C'était le premier scénario. Bien que par son appui à l'Empire et au colonialisme, ce scénario soit peu recommandable, au moins Obama essaierait d'éviter une guerre de grande ampleur.

Le second scénario, beaucoup plus militariste, est de loin le pire, impliquant peut-être de nouvelles guerres, mais il indique que la politique d'Obama au Moyen-Orient pourrait bien basculer dans les mois restant à courir en 2009. A l'heure actuelle, Obama se trouve face à des menaces économiques intérieures plus graves qu'il ne l'avait cru durant la majeure partie de sa campagne, et qui pourraient bien se réaliser très rapidement.

Mais il est confronté aussi à un complexe militaro-industriel qui fait pression aujourd'hui pour toujours plus de dépenses militaires et pour une politique étrangère plus agressive, entre autres choses pour aider à résoudre les difficultés économiques des Etats-Unis. En plus de cela, Obama est face à la perspective d'un gouvernement israélien avec Benjamin Netanyahu encore plus à droite que l'actuel, et qui sera soutenu par cette partie du lobby pro israélien que constitue l'AIPAC. Cette fraction du lobby est probablement l'allié le plus puissant du complexe militaro-industriel pour plus de guerres et plus d'agressivité dans la politique US au Moyen-Orient. Obama a montré qu'il soutenait le lobby tout au long de sa campagne et, plus récemment, il n'a rien fait pour s'opposer au

succès du lobby quand celui-ci a descendu en flammes Charles Freeman, excellent candidat pour un poste de haut niveau dans les Renseignements US mais que le lobby accusait d'être anti-Israël. Etant donné qu'il y a une majorité d'électeurs US qui soutiennent habituellement Israël, sans beaucoup y réfléchir, le mouvement pour la justice et la paix qui est désorganisé aux Etats-Unis n'est pas très efficace pour s'opposer que ce soit au complexe militaro-industriel ou au lobby pro israélien de droite.

Obama a d'ores et déjà clairement démontré qu'il ne voulait pas être le dirigeant américain qui perdra l'Empire américain. D'une façon générale, la plupart des gouvernements européens et des gouvernements arabes, comme le gouvernement japonais, ne s'opposeront pas à lui. Les opinions publiques de ces pays, à l'inverse de leurs gouvernements, seront un peu plus fortes dans l'opposition à la politique de l'Empire US, mais il est douteux qu'elles soient en mesure d'accomplir des prouesses.

Ce qu'il faut donc conclure, c'est que si ce second scénario se révèle être le vrai, alors nous nous trouverons face à une période extrêmement dangereuse de l'histoire du monde. Il existe en effet des forces tant aux Etats-Unis qu'en Israël qui veulent le choc des civilisations et qui ne sont absolument pas opposées à de nouvelles guerres, et ces forces sont puissantes. Evidemment, la première nation à être touchée par la réalisation de ce scénario serait l'Iran.

A ce stade, il est impossible de savoir si Obama veut, ou peut, empêcher ces forces de dominer la future politique états-unienne dans tout le Moyen-Orient.

Bill et Kathleen Christison

SOURCE : [Info-Palestine.net](http://www.info-palestine.net)

http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=465

3-2 Jonathan Cook : Des Palestiniens bénéficient d'une dégradation des relations turco-israéliennes.

Une bataille juridique menée par des familles palestiniennes pour arrêter la mainmise sur leur voisinage par des colons juifs, dans Jérusalem-Est, a bénéficié d'un sérieux coup de pouce suite à la récente dégradation des relations entre Israël et la Turquie.

Après l'attaque de la Bande de Gaza par l'armée israélienne en janvier dernier, les juristes des familles ont eu accès pour la première fois aux archives cadastrales ottomanes à Ankara, leur procurant ce qui, selon eux, est la preuve que les titres de propriété produits par les colons sont falsifiés.

Ce lundi, les juristes palestiniens ont présenté les documents ottomans à une Cour israélienne, qui doit évaluer leur validité au cours des prochaines semaines. Les juristes espèrent que les procédures d'expulsion de quelque 500 habitants de Sheikh Jarrah seront arrêtées.

L'accès sans précédent des familles aux archives turques constitue un tournant important, ouvrant la voie au succès des appels interjetés par d'autres Palestiniens de Jérusalem-Est et de Cisjordanie impliqués dans des batailles juridiques avec des colons et avec le gouvernement israélien en matière de propriété foncière.

L'intérêt en faveur de la situation désespérée des habitants de Sheikh Jarrah a culminé en novembre, lorsqu'un couple, Fawziya et Mohammed Khurd, fut expulsé de sa maison par un juge israélien. M. Khurd, un malade chronique, mourut quelques jours après.

Entretemps Mme Khurd, 63 ans, a entamé une protestation en vivant dans une tente sur un terrain vague près de son ancienne maison. La police israélienne a arraché sa tente à six reprises et la municipalité de Jérusalem lui a imposé une série d'amendes.

Les problèmes auxquels sont confrontés Mme Khurd et les autres habitants proviennent de déclarations en justice de l'Association Sephardi Jewry, selon lesquelles elle aurait acheté les terrains de Sheikh Jarrah au XIXe siècle. Des groupes de colons espèrent expulser tous les habitants, démolir leurs maisons et construire 200 appartements à la place.

Leur emplacement est considéré comme stratégique par les organisations de colons parce qu'il est proche de la Vieille Ville et des lieux saints palestiniens.

Chose inhabituelle, des diplomates étrangers, notamment étatsuniens, ont protesté, disant que l'expulsion des familles palestiniennes saperait la base de la solution biélatique au conflit israélo-palestinien.

Cependant l'aide du gouvernement turc a été cruciale parce que la Palestine faisait partie de l'Empire ottoman lorsque les transactions foncières sont censées avoir eu lieu.

Israël et la Turquie ont été des alliés militaires et politiques proches pendant des décennies et traditionnellement Ankara évitait de mettre leurs liens en péril en se mêlant des disputes foncières dans les territoires occupés. Mais il semble y avoir eu une volte-face de la politique gouvernementale turque, depuis une brouille entre les deux pays à propos de la récente opération israélienne à Gaza.

Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, a accusé son homologue israélien, Ehud Olmert, de « mensonge » et de « coup de couteau dans le dos », apparemment furieux qu'Israël ait lancé son opération militaire sans l'en prévenir. Au moment de l'attaque, la Turquie oeuvrait comme médiatrice dans des négociations de paix entre Israël et la Syrie.

Quelques jours après la fin de l'attaque sur Gaza, M. Erdogan quittait abruptement une session du Forum Economique Mondial de Davos en Suisse, après avoir accusé Shimon Peres, le président israélien, notamment en ces termes : « Quand il s'agit de tuer, vous savez très bien comment faire ».

Selon les juristes travaillant pour les familles de Sheikh Jarrah, la crise des relations s'est traduite par une plus grande disponibilité d'Ankara à les aider dans leur bataille légale.

« Nous avons noté un important changement d'atmosphère lorsque nous approchons à présent les responsables turcs » dit Hatem Abu Ahmad, l'un des avocats de Mme Khurd. « Auparavant ils n'osaient pas contrarier Israël et ils nous décourageaient en s'excusant de ne pas pouvoir nous aider ».

Il dit que les avocats des familles ont finalement été invités aux archives à Ankara fin janvier, alors qu'ils avaient introduit des demandes depuis plusieurs mois auprès du Consulat de Turquie à Jérusalem et de l'Ambassade turque à Tel Aviv.

Les responsables turcs ont recherché les documents que demandaient les juristes et ont fourni des déclarations officielles attestant que les prétentions foncières des colons étaient falsifiées. Mr Abu Ahmad dit que les recherches dans les archives ottomanes n'ont pas permis de trouver le moindre titre de propriété appartenant à un groupe juif pour les terrains de Sheikh Jarrah.

« Les responsables turcs nous ont aussi dit qu'à l'avenir ils nous aideraient chaque fois que nous en aurions besoin et qu'ils sont disposés à rechercher des documents similaires relatifs à d'autres affaires » ajoute M. Abu Ahmad. « Ils nous ont même demandé s'il y avait d'autres documents que nous cherchions ».

Cela pourrait se révéler de grande importance, étant donné que la municipalité de Jérusalem menace d'entamer une nouvelle campagne de démolition de maisons à l'encontre de Palestiniens. La semaine dernière, Nabil Abu Rudeina, porte-parole du Président palestinien Mahmoud Abbas, a qualifié de « nettoyage ethnique » l'annonce de dizaines de démolitions ordonnées à Jérusalem.

Des groupes de juristes palestiniens affirment régulièrement que les colons falsifient des documents pour tenter de mettre la main sur des terres appartenant à des propriétaires privés palestiniens, mais qu'ils ont beaucoup de mal à prouver leur cas.

A la fin de l'année dernière, l'agence Associated Press dévoilait une escroquerie de colons concernant un terrain sur lequel ils ont construit l'avant-poste Migron, près de Ramallah, et où habitent plus de 40 familles juives. Les documents des colons étaient censés avoir été signés par le propriétaire palestinien, Abdel Latif Sumarin, en Californie en 2004, même si ce dernier est décédé en 1961.

Les familles de Sheikh Jarrah ont fini par vivre dans leurs maisons actuelles après avoir été obligées de fuir un territoire devenu israélien après la guerre de 1948. La Jordanie, qui contrôlait Jérusalem-Est jusqu'à l'occupation israélienne en 1967, et les Nations Unies avaient donné aux réfugiés des parcelles sur lesquelles construire des maisons.

Mme Khurd dit qu'elle allait rester dans sa tente jusqu'à ce qu'elle obtienne justice.

« Ma famille est originaire de Talbieh » dit-elle, se référant à ce qui est devenu aujourd'hui l'un des districts les plus prospères de Jérusalem-Ouest. « Je ne suis pas autorisée à retourner dans la propriété qui est légitimement la mienne, mais à ces colons on donne ma maison, qui ne leur a jamais appartenu ».

Site de Jonathan Cook : Je suis un journaliste britannique basé à Nazareth, en Israël. Mon site présente mes articles sur le Moyen-Orient qui sont publiés dans des journaux internationaux de langue anglaise et arabe et dans des publications revues spécialisées depuis 2001.

[Jonathan Cook](#)

Vous pouvez consulter cet article ici : <http://www.jkcook.net/Articles2/038...>

25 mars 2009

Traduction de l'anglais : Marie Meert

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19